



INSTITUT INTERAMERICAIN DE COOPERATION POUR L'AGRCULTURE

Bureau en Haïti

Rapport Annuel
2004

**La Contribution de l'IICA
au développement de l'agriculture
et des communautés rurales en Haïti**

Port-au-Prince, Haïti



INTITUT INTERAMERICAIN DE COOPERATION POUR L'AGRCULTURE

La Contribution de l'IICA
au développement de l'agriculture et des communautés rurales en Haïti

Avril 2005

Port-au-Prince, Haïti

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION	5
RESUME EXECUTIF	6
INTRODUCTION	11
LA SITUATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA VIE RURALE EN HAITI EN 2004	11
• <i>Performance récente du secteur agricole</i>	12
• <i>Aspects critiques du contexte national et international pour l'agriculture et la vie rurale en Haïti</i>	15
• <i>L'état des conditions de vie au sein des communautés rurales</i>	17
RESUME DE L'AGENDA NATIONAL DE COOPERATION TECHNIQUE	18
RESULTATS DE LA COOPERATION TECHNIQUE EN 2004	19
• <i>Facilitation de la compétitivité et du commerce global</i>	19
• <i>Promotion de l'innocuité alimentaire et de la protection sanitaire agricole</i>	20
• <i>Renforcement des communautés rurales</i>	23
• <i>Intégration hémisphérique</i>	27
• <i>Développement du capital humain</i>	30
• <i>Gestion de l'environnement</i>	32
• <i>Modernisation Institutionnelle</i>	33
• <i>Autres activités</i>	34

<i>COOPÉRATION INTER-AGENCE</i>	35
<i>SUPPORT FOURNI AU DÉVELOPPEMENT DE PLANS ET DE STRATÉGIES NATIONALES</i>	37
<i>RÉSULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS</i>	38
<i>OPPORTUNITÉS FUTURES DE COOPÉRATION</i>	38

PRESENTATION



Nous prenons plaisir à présenter ce document titré «La Contribution de l'IICA à l'Agriculture et au Développement des Communautés Rurales en Haïti». Il constitue le rapport des activités du Bureau de l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture en Haïti (IICA) pour l'année 2004; lequel rapport est adressé particulièrement au Ministère de l'Agriculture et à l'ensemble des partenaires des secteurs public et privé œuvrant pour le développement de l'agriculture et la prospérité des communautés rurales en Haïti.

Depuis tantôt quatre (4) années, l'IICA a initié un nouveau style de coopération technique caractérisé d'une part, par l'élaboration d'un Agenda National de Coopération Technique, fruit d'un véritable dialogue entre plusieurs acteurs du Secteur Agricole et d'autre part, par l'obligation de rendre compte annuellement de la mise en œuvre de l'agenda préétabli. La présentation de ce rapport des efforts de coopération technique du Bureau de l'IICA pour l'année 2004 rentre justement dans le cadre de notre ferme volonté de satisfaire à cette exigence institutionnelle.

L'année 2004 s'est révélée une année extrêmement difficile, vu qu'elle a été jalonnée par des événements politiques et par des désastres naturels qui ont mis à rude épreuve tous les secteurs de l'économie, et particulièrement le monde rural. Mais, en dépit de ce contexte défavorable, le Bureau a tout de même entrepris des interventions et participé à beaucoup d'initiatives dans la perspective d'améliorer la production et la productivité de l'agriculture haïtienne. A cet égard, les réalisations dans les domaines de la protection sanitaire agricole et le renforcement des communautés rurales et notre participation active dans l'élaboration du Cadre de Coopération Intérimaire s'inscrivent dans ce cadre.

Les réalisations de l'année 2004 reflètent parfaitement la mission que le Bureau s'est fixée: Appuyer les efforts des instances gouvernementales concernées par le développement de l'agriculture et des entreprises agricoles du secteur privé dans les différents domaines stratégiques dans lesquels l'IICA s'est spécialisé. C'est l'occasion de saluer le travail accompli par le personnel du Bureau ainsi que les techniciens des institutions partenaires impliqués dans la mise en œuvre des actions relatées dans ce rapport. Qu'ils trouvent ici l'expression de nos sincères remerciements et de notre profonde gratitude !

*Alfredo J. Mena Pantaleon, Ing-Agr., Msc.
Représentant*

RESUME EXECUTIF

L'année 2004 s'est caractérisée en Haïti par toute une série d'événements politiques et de désastres naturels qui ont eu un impact direct marqué sur l'économie globale du pays, et particulièrement sur l'agriculture et la situation des familles rurales.

Sur le plan politique, les protestations de rue initiées depuis la fin de l'année précédente contre l'administration du Président Jean-Bertrand Aristide par de larges secteurs organisés de la Société Civile, se sont considérablement amplifiées dès le début de l'année 2004. Parallèlement, des groupes armés s'emparaient du contrôle de plusieurs villes importantes du pays, mettant en évidence les difficultés du gouvernement à faire régner l'autorité de l'état sur l'ensemble du territoire national.

Il en résulta une situation de chaos et d'ingouvernabilité qui aboutit le 29 février 2004 à la démission du Président Aristide. La vacance présidentielle fut dès le lendemain comblée par le président de la Cour de Cassation, M^e Boniface Alexandre, conformément aux prescrits de la Constitution Haïtienne. A la mi-mars 2004, un gouvernement intérimaire fut mis en place avec à sa tête un nouveau Premier Ministre, M. Gérard Latortue. Les turbulences politiques se sont calmées jusqu'à la fin de septembre 2004, date à laquelle des activistes armés, se réclamant du président déchu, ont initié un nouveau cycle de violences qui dure encore en décembre 2004.

Les événements politiques entourant la chute du Président Aristide, en plus de paralyser la libre circulation des produits agricoles vers Port-au-Prince, réduisaient également la disponibilité des produits manufacturés locaux et importés dans les villes de province. Cela entraîna bien vite une contraction de l'offre globale qui provoqua à son tour une augmentation généralisée des prix, affectant les consommateurs tant urbains que ruraux. De même, la situation d'instabilité qui se perpétue depuis septembre 2004, quoique limitée jusqu'à présent à Port-au-Prince, affecte tout de même la production nationale et la distribution des biens de tous types entre les villes de province et la capitale.

Sur le plan des désastres naturels, deux catastrophes majeures ont été enregistrées au cours de l'année 2004: la première en mai et la seconde au cours du mois de septembre. La première réfère à une inondation qui a affecté le département du Sud Est, ainsi que la zone frontalière entre Haïti et la République Dominicaine. Des centaines de vies humaines ont été perdues dans les zones de Mapou, Fonds-Verrettes en Haïti, ainsi que dans la zone de Jimani en République Dominicaine. La ville haïtienne de Fonds-Verrettes a été complètement détruite et

devra être reconstruite à un autre endroit. Les pertes au niveau du secteur agricole ont été évaluées par la FAO à l'équivalent de quelques quatre (4) millions de US dollars.

Une deuxième inondation, causée par des pluies associées au passage du cyclone Jeanne, s'est révélée encore plus dramatique. Cette catastrophe a affecté la Plaine et la Ville des Gonaïves, la Vallée des Trois Rivières, ainsi que les communes de Plaisance et Pilate. Cette fois les pertes en vies humaines ont atteint plusieurs milliers, en plus des dégâts considérables observés au niveau du gros et menu bétail et des champs cultivés ainsi qu'aux principales infrastructures de base de la ville des Gonaïves, berceau de l'indépendance d'Haïti.

Les conséquences de ces deux catastrophes naturelles tant sur les populations que sur l'urgence de reconstruire les zones dévastées vont affecter de manière durable les ressources de la République d'Haïti. En fait, les désastres enregistrés traduisent la dangereuse fragilité de l'écosystème du pays. Bien que les pluies dans ces deux cas se soient révélées excessives, l'ampleur des dégâts est liée à la dégradation de l'environnement Haïtien. Les sols en pente dépassant 5% représentent 65% de la superficie du pays et présentent actuellement des niveaux d'érosion très accentués. L'utilisation du bois et de ses dérivés comme principale source d'énergie au niveau des ménages, des distilleries, des boulangeries, des blanchisseries a entraîné une forte déforestation qui a réduit la couverture végétale du pays à moins de 2% aujourd'hui.

Ces événements malheureux ont suscité un certain niveau de conscientisation de la société et du gouvernement haïtiens sur la nécessité d'adresser les problèmes écologiques du pays et surtout de promouvoir une agriculture plus respectueuse des normes environnementales de base. Avec l'assistance de la Communauté Internationale, le Gouvernement a préparé un Cadre de Coopération Intérimaire (CCI) qui définit un cadre de développement de l'économie haïtienne bénéficiant du plein appui des principaux bailleurs de fonds du pays. Une réunion plénière a eu lieu à Washington en juillet 2004, au cours de laquelle les bailleurs de fonds ont entériné les actions prévues dans le CCI et se sont engagés à fournir plus de un milliard de US dollars d'aide à Haïti. L'agriculture et l'environnement occupent une place importante dans ces promesses d'aide avec des besoins de financement clairement identifiés pour des montants respectifs de 118 et 90 millions de dollars américains.

En dépit de ce contexte de crise permanente que vit le pays, le Bureau de l'IICA en Haïti a participé à beaucoup d'efforts visant à améliorer la production et la productivité de l'agriculture haïtienne. A l'arrivée du nouveau gouvernement intérimaire, le Bureau a préparé un programme d'intervention d'urgence dans la perspective de venir en appui au secteur agricole haïtien, mis à mal par les derniers événements politiques. Plusieurs des thèmes de ce programme se sont retrouvés en conformité avec les grandes lignes de politique édictées par le Ministre de l'Agriculture du Gouvernement Intérimaire et ont été ainsi repris au sein

du CCI, au processus de formulation duquel le Bureau a apporté sa contribution; notamment à travers une participation active à l'un des 10 groupes thématiques mis en place. Présentement, le Bureau continue de participer à la table sectorielle relative à l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural, regroupant des agences internationales, des organisations non-gouvernementales ainsi que des associations du secteur privé.

Après les deux inondations désastreuses de mai et septembre 2004, le Bureau a préparé des projets d'intervention au bénéfice des zones affectées. Un projet de réhabilitation des exploitations agricoles dans la zone des Gonaïves a d'ailleurs été approuvé par l'USAID pour financement sur les douze prochains mois. De même, quatre (4) propositions d'expériences pilotes ont été soumises au Programme Alimentaire Mondial aux fins de financement. L'Union Européenne a signé une convention avec le Bureau pour le renouvellement des opérations du projet de Contrôle Intégré du Scolyte du Café. Parallèlement, le fonctionnement régulier du bureau a consisté en l'exécution des interventions prévues dans son Plan d'Action 2004 et également en la continuation des opérations des projets financés à partir de ressources externes, notamment le Projet de Contrôle de la Peste Porcine Classique et de Renforcement du Système National de Protection Sanitaire Animale et Végétale, le projet d'Appui aux Initiatives Locales (PWOTOKOL), le Projet de Lutte contre la Sigatoka Noire du Bananier, ainsi que l'assistance institutionnelle fournie aux opérations du CSDI, une ONG travaillant depuis plus d'une dizaine d'années à Cerca Carvajal. dans le Plateau Central.

Les résultats de la coopération technique offerte par le Bureau de l'IICA au cours de l'année 2004 peuvent être globalement synthétisés comme indiqué ci-après:

Facilitation de la compétitivité et du commerce global.- Dans le but de favoriser la participation du pays au commerce international, le Bureau de l'IICA en Haïti s'est entrepris de resserrer les liens avec le nouveau Ministre du Commerce. A cet égard, la création d'un Comité National sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires (Comité SPS) s'avère un progrès important. Ce comité est intégré par des membres du Ministère du Commerce, du Ministère de l'Agriculture et du Secteur Privé. Le Bureau offre un appui logistique au Comité SPS pour la tenue de ses sessions de travail. Ce Bureau a également facilité la participation de cadres haïtiens à deux réunions de l'OMC.

Promotion de l'innocuité alimentaire et de la protection sanitaire agricole.- Dans ce domaine, les réalisations les plus importantes du Bureau correspondent aux extrants du Projet de Contrôle de la Peste Porcine Classique et de Renforcement du Système National de Protection Sanitaire Animale et Végétale, notamment une couverture vaccinale du cheptel porcin de l'ordre de 85%. Par ailleurs, en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture, le Bureau a mené certaines actions de lutte contre des pestes et maladies au niveau de la production végétale. Par exemple, concernant la Sigatoka Noire du Bananier, à la lumière des résultats

des essais établis et des tests de dégustation organisés, les variétés les plus appréciées par les agriculteurs correspondent aux plantains FHIA-21 et CRBP-39, aux bananes-desserts FHIA-17 et FHIA-18 et à la banane à cuire farineuse FHIA-25. Le projet s'entreprendra prochainement de favoriser la diffusion des variétés sus-mentionnées à travers les principales zones de production bananière du pays.

Renforcement des communautés rurales.- Ce domaine continue de constituer l'une des grandes priorités du Bureau. Les interventions visant l'amélioration des conditions de vie des populations rurales sont regroupées au sein du projet PWOTOKOL, incluant notamment des activités de crédit aux femmes rurales (KREDIFANM). Des activités génératrices de revenus ont été renforcées au niveau des sept (7) zones d'intervention du projet: acquisition de moulins de céréales, expériences nouvelles dans la production du fruit de la passion (*Pasiflora edulis*) et du manioc (*Manihot esculenta*).

L'activité ayant eu le plus d'impact demeure incontestablement la construction de modèles de poulaillers rustiques, dans le but de mieux rentabiliser l'élevage des poules de race améliorée (Rhode Island et Plymouth Rock) introduites par le projet depuis 1997 et dont un nombre de plus 4,000 a été distribué cette année. Un total de 35 poulaillers modèles ont été construits. Des dizaines de membres de groupement ont formulé des demandes pour bâtir le leur sur la base de ces modèles. En ce qui a trait aux opérations de crédit aux femmes rurales, compte tenu de la situation de crise profonde qu'a vécu le pays, seulement US 9,000 ont été injectés au réseau, bénéficiant ainsi à plus de 400 femmes.

Intégration hémisphérique.- Le Bureau a poursuivi tout au long de l'année ses efforts aux fins de faciliter l'intégration d'Haïti à différents forums, régionaux et hémisphériques. Une attention soutenue a été apportée à la coopération avec la République Dominicaine, puisque les deux pays partagent la même île. Au niveau régional, Haïti a participé, grâce au soutien logistique et financier du Bureau à toutes les réunions de l'Alliance. Dans le même ordre d'idées, la participation d'Haïti à l'Initiative du Président Jagdeo pour le «Renforcement de l'Agriculture pour une Croissance et un Développement Durables de la Région Caraïbe» est en bonne voie. Au niveau hémisphérique, le Bureau a maintenu des échanges fructueux avec les ambassades des pays sud américains les plus engagés en Haïti, notamment le Brésil, le Chili, le Mexique, l'Équateur, ainsi qu'avec les Bureaux de l'IICA dans ces pays afin de promouvoir la coopération horizontale.

Développement du capital humain.- La formation de cadres constitue une part importante des activités de ce Bureau. Il a financé et facilité la participation de producteurs paysans, de cadres tant du secteur public que du secteur privé à des formations de courte durée dans des domaines relatifs au développement agricole. Six (6) jeunes ont bénéficié de bourses d'études

à Costa Rica, à Honduras, à Norvège, aux USA et au Venezuela. Deux employés du Bureau ont bénéficié de formation courte.

Le Bureau a également consacré de louables efforts à la structuration et au renforcement du Chapitre Haïtien du CACHE. Le comité participe maintenant plus activement aux activités du réseau. Le Bureau a facilité la participation d'un délégué du comité à la 7^{ème} Assemblée Annuelle du CACHE qui s'est tenue à Porto Rico. De même, des missions d'étudiants haïtiens en République Dominicaine ont été appuyées.

Gestion de l'environnement.- La situation de crise de l'environnement haïtien constitue l'une des préoccupations majeures du Bureau. L'approche adoptée privilégie l'identification sur le long terme des causes fondamentales de la dégradation de l'environnement en vue des dispositions appropriées.

Le Bureau a apporté un appui soutenu aux initiatives d'éco-tourisme, actuellement coordonnées au niveau du Ministère du Commerce et auxquelles participent des ONG et organisations privées. La foire bi-nationale organisée avec l'appui du Bureau en décembre autour de l'Etang Saumâtre et du Lac Enriquillo a eu un succès retentissant.

Modernisation institutionnelle.- Le local du Bureau a été transféré à Pétionville, dans la zone de Berthé. Le Bureau est désormais logé dans un quartier résidentiel beaucoup plus tranquille, et présente un parking sécurisé ainsi que beaucoup d'espace. En dépit des troubles qui affectent le centre de Port-au-Prince depuis le début d'octobre, le Bureau a pu fonctionner sans interruption. L'accès à l'Internet y a également été amélioré.

Autres activités.- En partenariat avec ORE, une ONG opérant dans le sud du pays, le Bureau a initié une opération de production et plantation de 4.000 avocatiers hors-saison dans la région de la Grande Anse. Egalement, grâce à une action d'urgence approuvée par le Siège Central, le Bureau a pu commencer une opération de distribution d'intrants et d'équipements agricoles au profit de certaines exploitations de la région des Gonaïves, dans le but de les aider à rétablir leur potentiel de production. Un ensemble de 855 houes, pelles, pioches et autres outils ainsi que 8.5 tonnes de semences de céréales et de légumineuses (dont 2.5 en provenance de la FAO) ont été jusque là distribués à plus de 200 exploitants agricoles.

En plus de l'audit commandité par la direction compétente du Siège Central, le Bureau a reçu la visite de M. François Dagenais, Directeur du Secteur Stratégique Education et Formation à Costa Rica. Il convient de signaler également la précieuse collaboration dont le Bureau a bénéficié de la part du Bureau de Washington. Un cadre de ce bureau a effectué deux (2) missions techniques dans le pays en vue d'aider au montage de dossiers de projet devant être soumis à l'USAID et à l'Union Européenne.

INTRODUCTION

Ce document présente le rapport des activités de coopération technique conduites par le Bureau de l'IICA en Haïti au cours de l'année 2004. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda National de Coopération Technique élaboré en 2002 en concertation avec les principaux acteurs du secteur agricole.

Le Rapport Annuel 2004 du Bureau de l'IICA en Haïti est centré sur les résultats atteints et s'articule autour des principes d'alliances stratégiques et de partenariat qui guident le modèle de coopération prôné par l'Institut. Il met également en relief, chaque fois qu'il convient de le souligner, des activités régionales et hémisphériques venues en appui aux interventions du Bureau.

Ce rapport débute par une présentation de la situation de l'agriculture et de la vie rurale en Haïti en 2004 ainsi qu'un résumé de l'agenda national de coopération technique. Par la suite, l'emphase est mise sur l'ensemble des résultats obtenus à partir des efforts de coopération technique déployés par le Bureau: cela inclut les avancées relatives aux grands axes de la vision de l'IICA, les fruits de la coopération inter-agence, le soutien au développement de plans nationaux et les produits de l'exécution de projets d'investissement. Finalement, ce bilan global se termine par les opportunités envisagées pour la coopération dans le futur.

Conformément aux valeurs institutionnelles de transparence qui caractérise l'IICA, le Rapport Annuel 2004 est adressé aux autorités nationales compétentes, particulièrement au Ministère de l'Agriculture, ainsi qu'à l'ensemble des partenaires des secteurs public et privé œuvrant pour le développement du secteur agricole.

LA SITUATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA VIE RURALE EN HAÏTI EN 2004

La République d'Haïti occupe une superficie de 27,750 km² dont la répartition à travers les grands types d'écosystèmes est la suivante¹ :

¹ Source : BRH; rapport annuel 2002

Aire agro-écologique	Surface (Ha)	%
Plaines irriguées	68,933	2%
Plaines humides et semi-humides	514,092	19%
Plaines semi-arides et sèches	418,016	15%
Montagnes humides et très humides	1,317,705	47%
Mornes secs et semi-arides	456,254	16%
TOTAL	2,775,000	100%

Ainsi, plus de 60% de la superficie du territoire national est situé dans des zones où la pluviométrie annuelle dépasse 1,200 mm, mais 36% seulement du territoire présente des pentes inférieures à 5%. Haïti est un pays d'agriculture de montagne essentiellement pluviale caractérisé par une grande variabilité et hétérogénéité du milieu.

De plus, l'agriculture haïtienne est caractérisée par plus de 600,000 exploitations agricoles dont 80% ne peuvent répondre aux besoins alimentaires de leurs familles. Ces exploitations font montre d'un faible niveau technologique, ainsi que d'un niveau dérisoire de capitalisation. En conséquence, on assiste à une dégradation accélérée de la base productive de ces exploitations agricoles (baisse de la fertilité, surexploitation des parcelles disponibles) et de l'environnement général (érosion, déforestation, ensablement des systèmes d'irrigation). La couverture végétale qui était de 9% en 1987 est passée à 4% en 2000, et a encore diminué en 2003 pour chuter de nos jours à un niveau de 2%.

PERFORMANCE RÉCENTE DU SECTEUR AGRICOLE

Le constat antérieur témoigne du fait que l'agriculture haïtienne évolue dans un environnement d'instabilité et de risques élevés. Toutefois, en dépit de cette évidence, l'Agriculture demeure la première branche de l'économie en termes de contribution à la création de la richesse nationale: 26% de la valeur ajoutée créée en 2002 était issue de la branche agricole (auxquels on peut rajouter 4% issus des industries agroalimentaires), soit plus que le Commerce, arrivé en deuxième position avec 24% de la valeur ajoutée nationale, loin devant la Construction (7%) et les Industries autres que agroalimentaires (3%). Cela signifie que sur chaque 100 gourdes de revenu créé en Haïti (sans prendre en compte les revenus des

transferts de la diaspora), près de 30 gourdes proviennent de l'agriculture et de l'agroalimentaire².

Selon les statistiques de l'année 2000, l'agriculture occupe plus d'un actif sur deux à l'échelle du pays (51%), et les deux tiers des actifs en milieu rural (68%). Le secteur agricole constitue de loin la première branche d'activité de l'économie nationale en termes d'emplois, deux fois plus que le Commerce (25%, un actif sur 4) et loin devant l'Industrie (10%, un actif sur 10). En 2003, l'agriculture occuperait 45% des actifs seulement³.

En termes alimentaires, le déficit reste néanmoins important: la production nationale ne couvrirait que 40% à 45% des besoins caloriques de la population, l'aide alimentaire 7% et les importations commerciales 50%. En termes de devises, les exportations agricoles (mangues, café, huiles essentielles) ont généré 20 M US \$ en 2002, soit 7% du total des exportations nationales; à la même année, les importations alimentaires ont été quant à elles évaluées à 250 millions de dollars US \$ (soit 25% du total des importations). Les sorties de devises nécessaires pour couvrir les importations alimentaires ont représenté 81% de la valeur totale des exportations en 2003.

Sur le plan agricole, l'année 2004 a présenté des situations assez contrastées: d'un côté les deux catastrophes naturelles de mai et de septembre 2004 ont endommagé des zones agricoles comme la Plaine de Mapou, la Plaine des Gonaïves, entraîné des dégâts considérables au niveau des infrastructures de production (systèmes d'irrigation, citernes etc...) ainsi que des pertes énormes tant au niveau du gros et menu bétail qu'à celui des matériels et équipements des exploitations agricoles (outils, matériels de pêche etc...). Il ne fait pas de doute que les travaux de reconstruction et de réhabilitation exigés par ces catastrophes ainsi que les efforts nécessaires pour recapitaliser les nombreuses exploitations agricoles victimes vont gravement affecter pendant longtemps les maigres ressources financières du pays. D'un autre côté, des conditions favorables (bonne répartition des pluies et disponibilité des intrants notamment) ont favorisé des surplus de production pour certaines filières dans des zones de production bien déterminées. C'est ainsi que les départements de la Grande Anse, du Nord, et même du Nord-Ouest ont enregistré des récoltes particulièrement bonnes pour les principales espèces cultivées.

Au-delà de ce mouvement de vague au niveau de la production locale, il convient de mettre l'accent sur la confirmation cette année encore de certaines tendances de vitalité affichées par quelques créneaux; lesquelles tendances, si elles se maintiennent, permettront à moyen terme d'augmenter significativement la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur agricole.

² Source : BRH rapport annuel 2002

³ Source : IHSI; enquête sur la condition de vie des ménages haïtiens; 2004.

Le créneau de la production et de l'exportation des mangues figure en tête de liste des avancées prometteuses du secteur. Haïti a maintenu sa position comme l'un des premiers exportateurs de ce fruit en Amérique après le Brésil et le Mexique. Douze entreprises de conditionnement de mangues continuent à fonctionner, utilisant le traitement à l'eau chaude pour le contrôle de la Mouche caraïbéenne des fruits, *Anastrepha sp.* L'un des principaux exportateurs de mangues a même initié la construction d'une grande entreprise de congélation de fruits frais avec une capacité installée de transformation journalière d'environ 12 tonnes de fruits. Cette entreprise qui sera l'une des plus grandes de la région, est prévue d'être achevée au cours de l'année 2005

La production de café de qualité pour le marché des cafés gourmets et pour le commerce équitable s'est poursuivie. Différents réseaux de groupements paysans continuent d'exporter entre 15 et 30 containers de café lavé et reçoivent des prix correspondant à deux fois le cours du café sur le marché mondial.

L'igname, une culture consommée jusque là exclusivement sur le marché intérieur, a commencé à être exportée vers les marchés ethniques des États Unis d'Amérique. Une fois résolus les problèmes de conditionnement et de transport, cette culture pourra se convertir en une importante denrée d'exportation, comme c'est déjà le cas pour certains pays de la région, comme la Jamaïque.

Un important effort de production de yaourt et de lait stérilisé à travers des micro-laiteries continue de garantir aux éleveurs un débouché stable et bien rémunéré, pour leur production de lait jusqu'alors très marginale, pavant ainsi la voie au développement et à l'intensification de l'élevage laitier dans le pays.

Au niveau du secteur avicole, le programme de relance initié en 2001 par le Ministère de l'Agriculture continue de produire ses effets positifs. Malheureusement les avancées ne peuvent pas progresser en raison notamment de l'absence dans le pays d'incubateurs d'œufs fertiles capables d'alimenter les entreprises locales en poussins et supporter ainsi de manière autonome leur rythme de production. En effet, la production de poulets de chair, en dépit du contexte défavorable, s'est maintenue stable avec un total annuel de l'ordre de 1.2 à 1.5 millions de poulets. La production de pondeuses en revanche subit le contre-coup des élevages dominicains qui limitent drastiquement leur approvisionnement des entreprises haïtiennes en poussins. Cette baisse au niveau de la production intensive est quelque peu compensée par le programme d'amélioration des basses-cours rurales mis en œuvre par l'IICA et des ONG locales. Entre 30,000 et 40,000 pondeuses rustiques ont été distribuées cette année au niveau des exploitations agricoles.

L'année 2004 a vu une reprise de la coopération directe entre le Gouvernement d'Haïti et les organismes de financement bilatéraux et multilatéraux: A la lumière du Cadre de Coopération Intérimaire, préparé par le Gouvernement Intérimaire en accord avec la Communauté Internationale, cette dernière s'est engagée formellement à fournir plus de 118 millions de dollars d'aide au secteur sous forme de prêts et de dons. La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a initié les premiers décaissements relatifs au projet PIA (Programme d'Intensification Agricole) destiné à la vallée de l'Artibonite, la plus grande zone productrice de riz du pays. L'Union Européenne, les États Unis, le Canada et des pays latino-américains comme le Brésil, le Chili, ont repris et dans plus d'un cas augmenté leur coopération agricole avec Haïti. Parallèlement, le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), dans le souci de moderniser et améliorer sa gestion du secteur, procède depuis avril 2004 à un effort de restructuration de ses services, mettant à profit un travail de réflexion préparé antérieurement par la FAO.

Ce sont là autant de signes avant-coureurs qui laissent augurer d'un espoir de reprise de l'agriculture haïtienne, après plusieurs années de déclin.

ASPECTS CRITIQUES DU CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL POUR L'AGRICULTURE ET LA VIE RURALE EN HAÏTI

En plus des événements politiques déjà mentionnés et des inondations de mai et de septembre 2004, plusieurs facteurs critiques tant au niveau national qu'international ont eu un impact sur la situation de l'Agriculture et la Vie Rurale en Haïti.

Sur le plan national, on peut citer notamment les limitations et contraintes indiquées ci-après:

- *Le manque de valeur ajoutée au bénéfice des producteurs agricoles.*- Les produits agricoles sont en général vendus sans transformation après un tri sommaire. La simple transformation des fruits en gelées et confitures, par exemple permet d'une part d'allonger la période de disponibilité de ces fruits et de générer des revenus plus élevés pour les producteurs. De même la faible quantité d'agro-industries présentes en Haïti prive les producteurs de marchés stables et garantis.
- *La faiblesse des investissements au niveau du secteur agricole en général.*- Le manque chronique d'infrastructures telles que les systèmes d'irrigation, les routes de pénétration, les centres de ramassage limitent sérieusement la productivité du secteur. En fait après les inondations désastreuses de l'été 2004, plusieurs systèmes d'irrigation ont été dévastés et les travaux de réhabilitation vont se poursuivre jusqu'au début de l'année prochaine. Dans le même ordre d'idées, la faiblesse des structures de com-

mercialisation, l'absence de compagnies nationales de transport agricole et l'existence de niveaux élevés d'intermédiaires réduisent d'autant les revenus des producteurs

- *L'insécurité foncière.*- Le problème de la tenure des terres et la quasi-paralysie des activités de réforme agraire crée un climat d'insécurité qui nuit aux investissements dans le secteur. De plus, le contexte de crise permanente sur fond de destruction systématique des biens tant privés que publics tendent en définitive à décourager les investisseurs potentiels.
- *Les difficultés d'accès au crédit et d'accompagnement des acteurs.*- L'agriculture haïtienne n'a jamais bénéficié de la souplesse des modalités de crédit nécessaires à son développement. De plus, l'extension agricole au bénéfice des paysans, à défaut de s'appuyer sur une recherche appliquée éclairée, n'a pas encore retrouvé un niveau satisfaisant, pour influencer de façon significative la production agricole nationale. Par ailleurs, on peut noter une faiblesse de support aux exportateurs nationaux, ainsi qu'un manque d'agressivité dans la conquête de nouveaux marchés.
- *La dégradation de l'environnement.*- La dégradation de l'environnement a transformé les inondations de 2004 en catastrophes humanitaires avec des pertes élevées en vies humaines. L'harmonisation des politiques de protection de l'environnement nécessite une étroite concertation entre le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Environnement, et plusieurs ONGs et associations militant dans le domaine comme la Fédération des Amis de la Nature (FAN), la Fondation Haïtienne de l'Environnement (FHE) etc.

Sur le plan international, les deux contraintes les plus importantes sont les suivantes:

- *Faiblesse des niveaux de prix à l'exportation.*- Les faibles niveaux des prix du café et d'autres cultures traditionnelles d'exportation ont réduit les revenus des producteurs agricoles. Ces bas prix risquent de décourager les producteurs de café, ce qui aura un impact certain sur l'accélération des processus d'érosion, compte tenu du fait que le café en Haïti se retrouve surtout en montagne.
- *Complexité des procédures des agences.*- L'Union Européenne est en train de mettre en place des procédures de «traçabilité» qui font obligation aux producteurs agricoles désirant exporter vers l'UE de suivre les produits à la trace, depuis les champs des producteurs jusqu'aux ports et aux aéroports. Ces nouvelles procédures exigent des efforts d'organisation et de collecte de données qui ne sont pas encore mis en place en Haïti. Parallèlement la loi anti-terroriste des États Unis d'Amérique fait de nouvelles exigences relatives à l'exportation de produits agricoles entiers qui auront vraisemblablement une incidence sur les exportations haïtiennes.

L'ÉTAT DES CONDITIONS DE VIE AU SEIN DES COMMUNAUTÉS RURALES

Le monde rural est le lieu de résidence de près de 2 ménages haïtiens sur 3 (65% des ménages), l'aire métropolitaine de Port-au-Prince ne représentant qu'un ménage sur cinq (20%)⁴.

Il convient d'admettre que l'agriculture et la place du monde rural ont fortement reculé au cours des 25 dernières années. Au début des années 80, l'agriculture représentait plus du tiers de la richesse nationale (34%) et 75% de la population résidait en milieu rural. En termes micro-économiques, l'enquête sur les conditions de vie des ménages réalisée en 2003 par l'IHSI et dont les premiers résultats commencent à être disponibles montre que pour la majorité des ménages ruraux, plus de la moitié des revenus proviennent d'activités extra-agricoles (vente de force de travail, commerce, artisanat, transferts); Les transferts représenteraient à eux seuls 30% des revenus en milieu rural.

L'accès aux services de santé et d'éducation est beaucoup plus facile à Port-au-Prince ou dans les grandes villes de province qu'en milieu rural. Faute d'investissements publics équilibrés, la densité d'hôpitaux, de dispensaires, de centres de santé ou d'écoles de qualité est notoirement plus faible en milieu rural. Le réseau routier est souvent défectueux voire inexistant; la production d'énergie électrique n'est pas envisagée en milieu rural. Au-delà de la question de la faiblesse des revenus que peut procurer une exploitation agricole, ce sont là parmi les causes principales de l'exode rural et de l'abandon de l'activité agricole par les jeunes.

Les dernières études disponibles montrent que l'incidence de la pauvreté est plus forte en milieu rural qu'en milieu urbain. La population rurale s'est paupérisée, beaucoup ont été contraints de migrer vers les bidonvilles urbains ou à l'étranger. Aujourd'hui, les trois-quarts des ménages en situation d'insécurité alimentaire habitent en milieu rural, où celle-ci touche aujourd'hui 56% des ménages, soit plus d'un ménage sur deux⁵. L'incidence de la pauvreté⁶ (le revenu disponible est inférieur à 2 dollars PPA par personne et par jour) serait de 82% en milieu rural contre 41% dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Quant à l'extrême pauvreté (moins de 1 dollar PPA par personne et par jour), elle concernerait 59% des ménages ruraux contre 20% des ménages de l'aire métropolitaine : 77% des ménages en situation d'extrême pauvreté habitent le milieu rural. Les départements du Nord-Ouest, du Nord-Est et de l'Artibonite sont ceux où l'incidence de cette pauvreté est la plus forte.

⁴ Source : IHSI; enquête budget consommation des ménages 1999-2000; tome 1

⁵ Source : CNSA; bilan de l'insécurité alimentaire en Haïti 2001-2002; 2003

⁶ Source : Nathalie Lamaute, IHSI; note pour le Secrétariat Technique du DSRP; MPCE, décembre 2003 (données tirées de l'enquête sur les conditions de vie des ménages en Haïti)..

Du fait de ce niveau très élevé de la pauvreté en milieu rural, les agriculteurs n'ont pas la possibilité de capitaliser dans l'exploitation: 85% d'entre eux ne possèdent comme outils qu'une houe ou une machette, et la surface moyenne disponible par producteur ne dépasse pas 1,8 hectares⁷.

RESUME DE L'AGENDA NATIONAL DE COOPERATION TECHNIQUE

L'IICA opère suivant un nouveau modèle de coopération technique axé sur une large participation des autorités nationales et des partenaires privés dans la définition des priorités à adresser. C'est ainsi que pour la période 2002-2006 un Agenda National de Coopération Technique a été élaboré en Haïti à partir de consultations menées au niveau de plusieurs acteurs de la communauté de l'agriculture: le secteur officiel, le secteur privé, celui des ONG, les Universités et autres institutions. Les consultations ont été conduites au niveau des domaines stratégiques suivants:

- Politique agricole, Commerce et Intégration
- Développement d'Entreprises Agricoles et Agroalimentaires
- Développement Rural Durable
- Innocuité Alimentaire et Protection Sanitaire Agricole

L'Agenda National de Coopération Technique du Bureau de l'IICA en Haïti constitue une bonne référence pour le renforcement des interventions au niveau de l'ensemble du secteur agricole.

Les différents partenaires et clients ont défini de façon claire les nécessités et actions à entreprendre dans les domaines sus-mentionnés. Des avancées significatives ont été enregistrées dans la mise en œuvre de l'Agenda National de Coopération Technique. Toutefois, certains objectifs sont loin d'être atteints dans leur intégralité. Les principaux points à adresser durant cette seconde moitié de la période d'application de l'Agenda de Coopération Technique sont les suivants:

- Contribuer à l'organisation des acteurs du secteur
- Appuyer les institutions de recherche
- Améliorer la capacité technique des producteurs

⁷ Enquête ECVMH, résultats préliminaires.

- Renforcer le système national de protection du territoire contre les t pestes
- Publier des informations sur le secteur (disponibilité et prix) à travers des revues ou d'autres sites spécifiques
- Collaborer avec les partenaires dans la régénération et protection de l'environnement.

L'Agenda National de Coopération Technique représente un élément-clé dans le cadre des relations du Bureau avec ses clients et partenaires. Les points sus-mentionnés résument valablement les interventions à entreprendre pour répondre à la demande des secteurs public et privé, des ONGs ainsi que du secteur de l'enseignement dans le domaine agricole. Toutefois, compte tenu des changements survenus dans le pays au cours de ces dernières années, il est raisonnable de penser à une révision et un ajustement de l'actuel agenda, aussitôt que des autorités définitives seront en place.

RESULTATS DE LA COOPERATION TECHNIQUE EN 2004

Différentes activités de coopération technique ont été réalisées par le Bureau au cours de l'année 2004 non seulement pour la mise en œuvre du Plan d'Action de l'Institut mais aussi pour l'implémentation des différents projets exécutés à partir de ressources externes de financement. Les résultats obtenus sont dans l'ensemble regroupés autour des grands axes programmatiques définis par le Siège Central.

FACILITATION DE LA COMPÉTITIVITÉ ET DU COMMERCE GLOBAL

Les activités réalisées dans ce domaine visent fondamentalement à mieux renseigner les entreprises haïtiennes sur les nouvelles exigences de l'Organisation Mondiale du Commerce dans la perspective de favoriser la participation du pays au commerce international. Dans ce contexte, l'acquis le plus important est la mise sur pied d'un Comité National sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires (Comité SPS). Ce Comité a pris naissance suite à la réalisation d'un séminaire en Haïti sur les Mesures SPS par les Ministères de l'Agriculture et du Commerce avec l'appui du Bureau. Le Comité, dont le but est de faciliter le respect par les entreprises haïtiennes des normes SPS en vigueur, est intégré par des cadres des deux ministères précités ainsi que par des membres du secteur privé. Le Bureau fournit un

appui logistique au Comité National SPS pour l'organisation de ses différentes sessions de travail.

Dans le même ordre d'idées, le Bureau a également facilité la participation de cadres haïtiens à différentes réunions internationales dans le domaine, renforçant la participation d'Haïti à ces rencontres. De fait, Haïti a participé cette année à toutes les réunions tenues à Genève par l'OMC sur les mesures SPS dans le cadre du commerce mondial et la globalisation.. Le pays est représenté à ces assises par un haut fonctionnaire du Ministère de l'Agriculture.

Toujours dans la finalité de porter chaque état à respecter et appliquer les exigences de l'OMC, deux cadres de la Direction de Production Animale du Ministère de l'Agriculture ont participé à deux ateliers de travail organisés à Trinidad & Tobago: le premier en février 2004 sur l'accréditation des professionnels privés en santé animale, le second en avril 2004 sur l'analyse des risques à l'importation. Ces deux initiatives s'inscrivent dans la même logique: encourager l'amélioration et l'harmonisation des services vétérinaires et de quarantaine dans les pays de la CARICOM en vue de satisfaire les exigences sanitaires et phytosanitaires de l'OMC dans un contexte de libre échange.

Le Bureau note un intérêt de plus en plus marqué de la part des producteurs agricoles haïtiens pour la promotion de l'agriculture organique. Cette année encore, en juin 2004, une journée de l'Agriculture Biologique a été organisée par la Fondation Groupe 73 avec l'appui du Bureau et d'autres institutions nationales et internationales. La même fondation, toujours avec l'appui de l'IICA, a participé conjointement avec d'autres institutions tant du secteur public que du secteur privé, comme le MARNDR et le Ministère du Commerce à l'organisation d'une semaine de l'agriculture biologique qui a eu un énorme succès. Le Bureau a eu à mettre à la disposition du groupe un spécialiste de l'IICA qui a d'ailleurs procédé à l'élaboration d'un document de politique de l'Agriculture Biologique pour Haïti. Ce document, qui a été transmis officiellement au MARNDR, est présentement en discussion par les instances compétentes du ministère.

PROMOTION DE L'INNOCUITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA PROTECTION SANITAIRE AGRICOLE

En 2004, le Bureau de l'IICA en Haïti a beaucoup travaillé dans ce domaine: non seulement, il a facilité la participation de cadres de l'État Haïtien à des réunions à caractère technique relatives à la protection sanitaire agricole et à l'innocuité alimentaire, mais aussi, il a permis la visite en Haïti de spécialistes vétérinaires d'autres régions et encouragé les échanges entre les techniciens haïtiens et dominicains. Par ailleurs, le Bureau a fait circuler beaucoup d'in-

formations à propos du Codex Alimentarius, ainsi que les Normes Alimentaires des États Unis d'Amérique ainsi que celles de l'Union européenne. L'institut a présenté divers documents visant à la structuration et au renforcement des structures de Quarantaine Animale et Végétale en Haïti.



Au-delà de ces différentes réalisations, celles les plus importantes correspondent aux extrants des projets mis en œuvre par le Bureau, particulièrement le Programme de Contrôle de la Peste Porcine Classique et de Renforcement du Système National de Protection Sanitaire Animale et Végétale qui est actuellement exécuté avec un financement de l'USDA-APHIS, de l'Union Européenne et du Gouvernement Haïtien.

Ce programme qui a notamment pour objectifs de renforcer les structures de quarantaine animale et végétale en Haïti et d'éliminer l'impact de la PPC sur l'économie rurale haïtienne, vient d'atteindre cette année sa vitesse de croisière.

Les avancées de ce vaste programme de santé animale peuvent se résumer comme suit:

- La réalisation de campagnes d'information de la population à travers tout le territoire de la république.
- Le renforcement de 600 membres de Groupements Santé Bèt (GSB)⁸, à travers une formation bien soutenue et un appui en petits matériels et en médicaments vétérinaires aux groupements les mieux structurés et les plus performants.
- La mise en place d'un réseau de surveillance épidémiologique avec la participation des principaux acteurs du secteur privé et du secteur associatif (ONG) intéressés à la lutte contre la PPC.
- La vaccination contre la PPC à travers tout le territoire. La couverture vaccinale atteint 85% du cheptel porcin et les opérations de vaccination sont conduites suivant



Session de vaccination contre la PPC

le cahier des procédures de vaccination anti-PPC défini durant la première année du Programme.

- Le renforcement des structures de contrôle sanitaire à travers la modernisation non seulement du laboratoire vétérinaire de Tamarinier mais aussi du système de communication par l'installation de l'Internet au niveau des Directions Départementales Agricoles (DDA).
- L'initiation du processus d'éradication de la PPC au niveau des îles de la Gonâve, la Tortue, l'île à Vache et les Cayemites.

Le Bureau a également établi des relations étroites avec plusieurs ONGs locales intéressées au développement de l'élevage et à la santé animale, notamment VETERIMED, l'Eglise Méthodiste, Heifer International, Hôpital Albert Schweitzer tout en coopérant tant avec le secteur public qu'avec le secteur privé.

Le Bureau a été actif également dans le domaine de la protection des végétaux: il a poursuivi l'exécution d'un programme d'introduction et d'évaluation de bananiers et de plantains résistants à la Maladie des Raies Noires (Maladie de la Sigatoka Noire), causée par le champignon *Mycosphaerella fijiensis*. Ce programme qui s'exécute dans quatre régions du pays avec l'appui de l'INIBAP (International Institute for Banana and Plantain), avec un financement du CFC, a pratiquement bouclé la phase d'évaluation.

A la lumière des essais établis avec les dix-huit lignées introduites et selon les appréciations affichées par les producteurs locaux, les clones qui retiennent le plus l'attention de ces derniers sont les suivants: pour les plantains FHIA-21 et CRBP-39, pour les bananes desserts FHIA-17, FHIA-18 et FHIA-23 et pour les bananes à cuire farineuses FHIA-25 se sont révélés adaptés et très productifs. La prochaine étape serait



Exemple de régime de FHIA-25

dans la multiplication des clones retenus afin de les mettre à la disposition des producteurs paysans.

Le Plan de lutte contre la Cochenille Rose de l'Hibiscus préparé en concertation entre l'IICA et des partenaires comme la Direction de la Recherche Agricole (DRA), la Représentation en Haïti de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), est présentement en application par l'ANEM, une association du secteur privé. Le Projet HAP (Hillside Agriculture Project) et l'USAID fournissent à cette initiative de l'ANEM une assistance financière, tandis que l'USDA et l'APHIS apportent une contribution technique et financière. Des lâchers de parasitoïdes ont lieu chaque semaine à travers tout le pays et le niveau des dégâts observés a beaucoup baissé. Toutefois, l'insecte a poursuivi son extension à travers les derniers départements du pays où il n'était pas encore arrivé et l'équilibre entre la peste et ses parasitoïdes n'est pas encore totalement atteint.

Le Bureau a négocié avec l'Union Européenne un nouveau programme de lutte contre le Scolyte du Café (*Hypothenemus hampei*) intitulé « Contribution au Renforcement d'une Stratégie Intégrée du Scolyte du Café en Haïti ». L'accord de financement correspondant à ce programme a été signé récemment. Ce projet, en plus de renforcer les acquis relatifs à la première phase, prévoit de passer à une phase plus avancée dans la lutte contre cette peste: principalement la lutte biologique et l'utilisation de pièges à Scolytes.

RENFORCEMENT DES COMMUNAUTÉS RURALES

Les interventions visant le renforcement des communautés rurales passent par le projet d'appui à des initiatives locales intitulé «Pwojè Teknoloji Oganizasyon Konbit Lakay» et dont le sigle est PWOTOKOL, incluant les activités de crédit aux femmes rurales (KREDIFANM). A travers ce programme, qui bénéficie d'un financement de la Fondation Kellogg, le Bureau entreprend des actions de développement dans toutes les zones d'intervention avec des groupes mixtes. Les axes d'intervention demeurent la production animale, la production végétale, la transformation et la commercialisation de produits agricoles.



Session de formation à Fond des Blancs

Depuis 1997 le Bureau expérimente un programme d'amélioration des basses-cours rurales à partir de l'introduction de races améliorées de poulets à double objectif, production d'œufs et de chair: Rhode Island et Plymouth Rock. Ces poulets s'adaptent rapidement et facilement aux conditions d'élevage traditionnel en milieu rural⁹ sous lesquelles elles arrivent à pondre 180 œufs par année comparativement à 40 que produisent les races locales. Ainsi, au cours de l'année 2004, environ 4,000 poules de 10 semaines d'âge ont été distribuées dans les 7 zones d'intervention du projet à plus de 800 familles. Et pour leur permettre de conduire leur élevage sur une base plus rationnelle, une expérience nouvelle de construction de poulaillers à partir de matériaux locaux est tentée: un (1) modèle a été implanté dans chaque zone et le projet appuie les éleveurs dans la construction de leur poulailler sur la base de ce modèle.



Modèle de poulailler construit à la Vallée de Jacmel

Dans le domaine de la production végétale, un nouvel élan est donné à la production du fruit de la passion (*Passiflora edulis*), pour encourager sa production, étant donné la demande sur le marché local et son adaptabilité aux conditions de commercialisation. Deux pépinières ont été établies à Bèrèt et Violet et environ 1,000 plants distribués. Une autre espèce a aussi reçu une attention spéciale, dans la zone de Tapion: le manioc (*Manihot esculenta crantz*), dont un guide technique est préparé pour renforcer cette culture ainsi que l'introduction à partir de 2005 de variétés à haut rendement fournies par le CIAT.

De même, des semences améliorées de noix d'acajou (*Anacardium occidentale*), de papaye (*Carica papaya*), et de grenadine (*Passiflora quadrangularis*), ont été introduites pour expérimentation en milieu rural.

⁹ Potentiel de ponte annuelle : 300



D'autres activités génératrices de revenus sont également entreprises, telle la dotation d'un moulin de riz et d'un moulin de maïs dans la zone de Maribaroux, dans le Nord-Est, desservant une communauté d'environ 10,000 habitants.

Cette activité a entraîné l'émergence de petites entreprises commerciales de vente de nourriture et autres produits alimentaires devant les locaux abritant les moulins, avec une affluence continue des utilisateurs des moulins.

Dans le domaine du crédit pour femmes, avec les conditions de vie qui ont dégénéré dans le pays, le Bureau avait anticipé le non-remboursement d'un nombre significatif de prêts. Aussi, seulement \$US 9000 ont-ils été remis aux différents groupements choisis en fonction de leur niveau d'organisation, bénéficiant ainsi à plus de 400 femmes. Mais, les groupes ont bien résisté à la situation de crise et même à Desbarrières (zone proche de la région des Gonaïves) où la tempête tropicale Jeanne a fait des ravages, les femmes ont inventé des modalités pour rembourser. De plus, 2 autres groupements qui avaient été démantelés sur trois les 2 dernières années ont repris timidement leurs activités avec l'appui technique de l'équipe du projet. Cela fait augmenter le nombre des groupements de KREDIFANM qui est passé au cours de cette année à 25.

Actuellement la méthodologie développée au sein de KREDIFANM est en cours de transfert au niveau d'autres bureaux de l'IICA en vue de son application dans d'autres pays, notamment la Guyane et la Jamaïque. L'IICA a également formé plusieurs cadres haïtiens à cette même méthodologie pour son utilisation dans d'autres programmes de crédit, disposant d'autres bailleurs de fonds, notamment à Furcy et à Cerca Carvajal



Distribution de semences à Desbarrières

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet PWOTOKOL, le Bureau a développé un partenariat étroit avec deux institutions: Université Quisqueya (UNIQ), le Centre de Santé et de Développement Intégré (CSDI). Cette coopération est mise sur le renforcement des capacités institutionnelles avec un suivi rapproché dans l'exécution des activités.

Au cours de l'année 2004, les activités suivantes ont été réalisées par le Bureau en appui aux interventions des deux partenaires pré-cités:

- * Dans le domaine du crédit, deux séminaires de formation ont été réalisés pour des personnes ressources de ces 2 institutions dans le but de les rendre aptes à monter leur propre groupement de crédit selon le modèle de Kredifanm :

2-4 juin 2004, avec UNIQ, 8 participants

25-27 août 2004, avec CSDI, 3 participants.

Faisant suite à cette formation théorique une mission de 5 participants au séminaire de UNIQ a visité 2 groupements de KF : Maribarou Nord) et Jackzy (Nord-est). Depuis, l'UNIQ a monté avec son équipe un groupement de KF de 55 femmes à Furcy, lequel a commencé à recevoir des prêts en novembre 2004.

- * **En Production Végétale**, pour aider à la relance de la culture de la pomme de terre, un séminaire de formation en 4 séances a été réalisé avec 24 producteurs à Furcy, avec emphase sur la production artisanale de semences et la production de cette culture en regard avec la protection des sols. La formation a été complétée par une visite guidée de la <Wynne Farm> à Kenscoff, sur les techniques de conservation des sols utilisées. De plus,



Distribution d'outils agricoles à des membres de groupement à Ennery

une étude a débuté sur les légumes à Furcy dans le but d'améliorer la commercialisation.

- **En Production Animale**, IICA a facilité l'importation d'animaux venant de la République Dominicaine, qui sont soit distribués aux membres des groupements ou gardés dans des centres de croisement :

Pour UNIQ : 12 moutons, 12 cabris, 754 poules de race Rhode island red et Plymouth rock, 6 bourriques <American jack>

Pour CSDI : 43 moutons de race Barriga negra, Kathadyn et Dorper, 65 caprins Boer et Nubian, et 13 bourriques American jack

A Furcy, l'élevage de moutons est quasi inexistant, mais son marché est très prometteur.



Animaux de race améliorée importés de la République Dominicaine

- * **En Développement Communautaire**, une étude a été menée par UNIQ pour l'identification d'activités génératrices de revenu pour les jeunes. Cette étude servira de base pour l'implémentation d'un projet pilote de petites entreprises gérées par des jeunes.

INTÉGRATION HÉMISPHERIQUE

Le Bureau de l'IICA en Haïti a poursuivi ses efforts pour faciliter l'intégration d'Haïti à différents forums régionaux et hémisphériques concernés par le développement de l'agriculture et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Le Bureau perçoit l'intégration à trois niveaux: bi-national (avec la République Dominicaine), régional et hémisphérique.

L'IICA maintient des bureaux au sein des deux pays qui composent l'île d'Hispaniola: Haïti et la République Dominicaine.

En ce sens, et depuis plusieurs années, le Bureau de l'IICA en Haïti a développé des efforts de coopération tant avec le Bureau de l'IICA en République Dominicaine, qu'avec l'Ambassade de la République Dominicaine en Haïti, afin d'appuyer la coopération horizontale et bi-nationale entre les deux pays notamment sur les thèmes suivants :

Actions conjointes d'appui technologique : Depuis plusieurs années, le Bureau de l'IICA en Haïti a coordonné des actions conjointes avec le secteur public et privé Haïtien et Dominicain. Dans ce cadre, on a facilité la fourniture d'outils, d'équipements agricoles divers, de semences de différentes espèces végétales ainsi que l'introduction de reproducteurs animaux dans le but d'améliorer les rendements ainsi que les niveaux de production animale et végétale

Actions dans le domaine phyto et zoo-sanitaire : Le Bureau de l'IICA en Haïti joue un rôle de facilitateur pour la mise en exécution de l'accord Phyto-zoosanitaire signé depuis six années entre les deux gouvernements Haïtien et Dominicain et visant à renforcer les structures nationales des deux pays dans le cadre de la santé agricole, animale et végétale



Réunion commission bi-nationale à Jimani, R.D.

Développement Rural : Conjointement avec le Bureau de l'IICA en République Dominicaine, le Bureau de l'IICA en Haïti a préparé des idées de projet visant notamment au développement de la zone frontalière entre les deux pays et actuellement les deux Bureaux préparent un agenda commun, avec la coopération des deux gouvernements, ainsi que des secteurs publics et privés des deux pays afin de solliciter des financements au niveau des bailleurs de fonds multilatéraux

Formation et Entraînement : Les deux Bureaux ont coopéré à la mise en place de cours, de visites réciproques, de voyages de courte durée au bénéfice des producteurs agricoles individuels, des groupements paysans, de cadres techniques tant du secteur public que du secteur privé dans le but d'augmenter leur capacité technique et d'augmenter leur pouvoir de production

Investissements conjoints: Les deux Bureaux de l'IICA ont encouragé les contacts entre les agro-industriels Haïtiens et Dominicains en vue de la production en Haïti d'éthanol à partir de sorgho sucrier. Bien que la canne à sucre soit la plante la plus efficiente au monde dans ce domaine, le cycle court du sorgho rend cette espèce plus intéressante en la circonstance. D'autres investissements de caractère bi-national sont à l'étude : le Bureau est actuellement en train de promouvoir des investissements conjoints dans les secteurs agricoles et industriels.

En ce qui a trait à l'intégration au niveau régional, le Bureau de l'IICA en Haïti, depuis des années poursuit une stratégie visant à renforcer l'intégration d'Haïti aux différents réseaux régionaux à vocation caraïbéenne, notamment le réseau PROCICARIBE qui réunit les institutions de recherche et les ministères de l'Agriculture des pays de la Caraïbe; le réseau CABA (Caribbean Business Association) qui réunit des entrepreneurs, des industriels et des hommes et femmes d'affaires de la région; le réseau des institutions universitaires de la Caraïbe, le CACHE; L'Association des Femmes Rurales Entrepreneurs Agricoles de la Caraïbe, ainsi que l'Association des Jeunes Entrepreneurs Agricoles dans la Caraïbe.

Grâce aux efforts de l'IICA, fonctionnant en tant qu'intermédiaire, Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) de la République d'Haïti est membre de l'Alliance pour le Développement Durable, institution intégrant les Ministres de l'Agriculture de la Caraïbe et qui se réunit deux fois l'an. Haïti participe chaque année aux réunions de l'Alliance.

L'IICA a également informé le Ministère de l'Agriculture de la nouvelle Initiative du Président Guyanais Jagdeo pour le « Renforcement de l'Agriculture pour une Croissance et un Développement Durables de la Région Caraïbe » et travaille en accord avec le Ministère pour la participation d'Haïti à ce nouveau Forum.

Au niveau hémisphérique, l'IICA a mené des activités tant au niveau propre de ce Bureau, qu'en coopération avec d'autres Bureaux de l'IICA en Amérique Centrale, le Chili, le Brésil, l'Équateur visant à promouvoir la coopération horizontale. Dans tous les cas, à côté d'activités ponctuelles, telles que les visites de spécialistes de PROMECAFE et de l'INIBAP en Haïti, relatives aux problèmes du café et au comportement des variétés de bananier résistantes à la maladie de la Sigatoka Noire, les visites de cadres Haïtiens dans différents pays de la zone, en Amérique du Nord et en Europe, relatives aux six priorités de l'IICA, avec une priorité apportée aux thèmes de la santé animale et végétale, la Quarantaine et l'Innocuité Alimentaire, en coopération avec le Ministère de l'Agriculture, l'IICA travaille à la définition de thèmes de coopération agricole entre Haïti et les différents pays latino-américains, cités précédemment.

En résumé, le Bureau de l'IICA en Haïti déploie tous les efforts possibles pour la participation des techniciens et des cadres Haïtiens tant du secteur public, privé que du secteur associatif aux différents ateliers, séminaires, foires se produisant au niveau de la Caraïbe et ayant des liens avec ses domaines de compétence, l'agriculture, la santé animale, l'éducation et le commerce.

DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

Comme chaque année, le Bureau de l'IICA en Haïti a consacré une partie importante de ses activités à la formation des ressources humaines en provenance de ses différents partenaires, secteur public, privé et associatif. Ce Bureau a facilité la participation de plusieurs cadres des secteurs publics et privés à des séminaires de formation, des ateliers de travail, des voyages d'études et des formations à l'extérieur du pays donnant lieu, on non à l'obtention de diplômes.

L'Institut fonctionne également comme représentant en Haïti de différentes institutions latino-américaines de formation universitaire présentant un caractère régional, notamment l'École Agricole Panaméricaine (Zamorano) basée au Honduras, le CATIE et l'EARTH basés au Costa Rica et l'Escuela Simon Bolivar, basée au Vénézuéla. A travers le réseau United World College (UWC) des opportunités ont été offertes à des jeunes de moins de 20 ans pour terminer leurs études secondaires en Norvège et aux États Unis pour une durée de 2 ans. Deux agronomes Haïtiens ont participé à un cours sur les Bonnes Pratiques Agricoles organisé à Higuey (République Dominicaine) en décembre 2004.



Pose avec 3 boursiers haïtiens à la EARTH

Le Bureau de l'IICA a également continué au fil des années sa politique d'octroi de bourses de maîtrise aux gradués de la Faculté d'Agronomie au CATIE et à l'EARTH. A un moment donné fonctionnait même une association des Anciens Diplômés du CATIE. Par ailleurs plusieurs jeunes cadres Haïtiens ont pu bénéficier d'une formation en Agriculture à l'ISA. Ce Bureau appuie l'Association des Ingénieurs Agronomes

Gradués de l'ISA et a ainsi préparé avec leur concours un projet agricole devant leur permettre, en tant qu'association, d'intégrer le secteur productif. Les gradués de ce programme se sont organisés en association et comptent démarrer bientôt des activités commerciales et fonctionner comme des entrepreneurs agricoles.

Cette année, grâce à des bourses offertes par la Fondation Kellogg à l'Université Quisqueya et par le Centre de Santé et de Développement Intégré, ce Bureau a pu apporter un appui à la Coordination des examens d'entrée de Zamorano et y faire participer des candidats sélectionnés. Dans le cadre des études agronomiques, deux jeunes ont bénéficié de bourses d'étude à l'EARTH de Costa Rica (ce qui fait un total de cinq jeunes Haïtiens actuellement en formation à cette institution), un à l'Université Simon Bolivar du Venezuela avec un financement de l'United World College, et un à l'École Agricole Panaméricaine (Zamorano) du Honduras. Le financement de l'United World College permettra à des jeunes de moins de 20 ans de terminer leurs études secondaires en Norvège et aux États Unis en 2005.

Afin de renforcer la performance des employés du Bureau, un technicien du Bureau a participé à des séances de formation à l'étranger, au Centro de Investigaciones Regionales de MesoAmerica (CIRMA) dans le domaine du leadership et du développement avec un financement de la Fondation Kellogg.

Haïti fait partie de la zone Caraïbe. En ce sens, le Bureau de l'IICA en Haïti a cherché à encourager la participation des Universités Haïtiennes au CACHE (Caribbean Council for Higher Education). L'Université Quisqueya, la Faculté d'Agronomie et l'Université Caraïbe sont actuellement membres du CACHE et le Bureau espère motiver d'autres universités. L'un des objectifs est de mettre au point des programmes et des formations conjointes qui permettront à des étudiants haïtiens de suivre des cours dans des universités de la Caraïbe



Les membres du chapitre de CACHE en Haïti

et inversement. Cette année, le Bureau a cherché à mieux structurer le réseau local du CACHE et à le redynamiser. Les membres du CACHE/Haïti ont pu, en coopération avec l'IICA, élaborer un plan d'action sur deux ans auquel ce Bureau compte apporter son appui. Ce plan a été présenté par deux membres de CACHE/Haïti à la réunion des Directeurs du CACHE (CACHE Board Meeting) à Port of Spain, Trinidad en juillet 2004. Au cours du même mois, le Bureau de l'IICA/Haïti a favorisé du 4 au 10 juillet 2004 le séjour de cinq jeunes provenant de différentes universités haïtiennes afin de participer à un programme d'échanges entre les étudiants de la Caraïbe, organisé à Santiago en République Dominicaine à l'Institut Supérieur d'Agriculture (ISA).

Grâce au support de l'IICA, un membre de CACHE/Haïti a pu participer à la 7ème Assemblée Générale Annuelle du CACHE, tenue à Puerto Rico, du 19 au 23 octobre 2004. Au

cours de cette rencontre, le représentant haïtien a obtenu le support de l'assemblée pour l'application du Plan d'Action du CACHE/Haïtien.

Deux autres universités haïtiennes ont également sollicité leur intégration au comité Haïtien du CACHE: l'Université Épiscopale d'Haïti (UNEPH, basée à Port-au-Prince) et l'American University of the Caribbean, basée dans la ville des Cayes dans le sud du pays. A la fin de l'année 2004, ce Bureau a reçu la visite du Directeur de la DECAP de l'IICA, qui, conjointement avec le comité de CACHE, ont procédé à la re-définition des plans de fonctionnement pour l'année 2005.

Le Bureau a également facilité une mission de la promotion sortante de la FAMV qui voulait réaliser une visite de prospection en République Dominicaine. Trente-cinq (35) étudiants finissants en agronomie ont participé à cette mission.

GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Haïti est sans conteste l'un des pays de l'Amérique dont l'environnement est le plus dégradé. Les pertes considérables en vies humaines enregistrées en mai et septembre 2004 (plusieurs milliers dans la seule ville de Gonaïves, en une nuit) illustrent de façon cruelle cette situation de fragilité: les pluies de mai et les pluies associées au cyclone Jeanne étaient abondantes, mais le niveau de dégâts enregistrés dans le Sud Est, la Plaine des Gonaïves, et le département du Nord-Ouest ont dépassé toutes les prévisions les plus pessimistes.

La déforestation et l'érosion des sols montagneux ont beaucoup contribué à cet état de fait: la Plaine des Gonaïves, et la Vallée des Trois Rivières dans le Nord Ouest ont été dévastées par des cours d'eau qui prennent leur source dans la Chaîne de montagnes de Marmelade. Le déboisement de ce massif et l'érosion des terres n'ont pas permis à ces sols montagneux d'absorber même une partie de ces précipitations excessives. En conséquence, toute l'eau tombée au cours de cette nuit a dévalé les pentes pour causer des catastrophes dans les plaines situées en contrebas. Une situation similaire s'est passée à Fonds Verrettes en mai 2004, tandis que la cuvette de Mapou présente toutes les apparences d'un ancien lac desséché. Les pluies de mai 2004 ont donc rempli le lit de l'ancien lac.

Le Bureau de l'IICA en Haïti a initié des activités d'urgence visant à venir au secours des populations affectées et à les aider à rétablir leur potentiel de production. Un projet d'urgence visant à appuyer deux communautés de l'Artibonite où existaient déjà des groupements KREDIFANM et PWOTOKOL est en cours. Ce Bureau a continué à appuyer les efforts de protection de l'environnement, à travers ses relations avec le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Environnement et les différents groupes haïtiens associatifs de défense et

de restauration de l'Environnement, notamment le Centre Haïtien pour la Promotion de l'Agriculture et la Promotion de l'Environnement (CEHPAPE) etc. Le Bureau a également travaillé à faciliter les contacts entre les organismes nationaux et les institutions internationales de défense de l'environnement.

L'approche du Bureau sur le long terme est d'identifier et d'agir sur les causes fondamentales de la dégradation de l'environnement. La faible productivité des exploitations agricoles, la non-satisfaction des besoins de base des populations dans le milieu rural contribuent aux agressions répétées contre l'environnement. En ce sens, travailler avec les populations rurales afin de les aider à satisfaire à leurs besoins fondamentaux et améliorer leurs conditions de vie contribue de façon indirecte à protéger l'environnement.

Le Bureau a apporté également son appui aux initiatives d'éco-tourisme, actuellement coordonnées au niveau du Ministère du Commerce.

Sur le plan binational, le Bureau de l'IICA en Haïti, en accord avec le Bureau de l'IICA en République Dominicaine a préparé un Agenda Bi-national au sein duquel sont prévues des actions de protection de l'environnement de la zone frontalière extrêmement dégradée, à travers une approche novatrice intégrale qui prend le bassin-versant comme une entité globale et où les activités génératrices de revenus occupent une place importante.

MODERNISATION INSTITUTIONNELLE

Le Bureau de l'IICA a poursuivi au cours de cette année différentes actions visant à la modernisation de l'Institution. On peut citer notamment: le changement du local du Bureau et l'amélioration du service Internet

Le Bureau a été transféré à Pétionville, dans le secteur de Berthé. Ce nouveau Bureau se trouve dans un quartier résidentiel beaucoup plus tranquille, et présente un parking sécurisé ainsi



Participation à la réunion de la Banque Mondiale sur Haïti dans le cadre du CCI

que beaucoup d'espace. Malgré les troubles qui affectent la capitale de Port-au-Prince depuis le début d'octobre, le Bureau a pu fonctionner sans interruption. Dans la situation actuelle, cela représente un avantage significatif. La capacité d'accueil de ce nouveau siège a permis à l'IICA d'héberger le secrétariat du Ministère de l'Agriculture en mars 2004, après que les locaux du Ministère se soient retrouvés saccagés lors des événements du 29 février 2004 qui ont accompagné la chute de l'administration Aristide. Actuellement, l'édifice qui loge le Bureau du Ministre de l'Agriculture est en cours de rénovation avec un financement de ACIDI-Canada. Le Ministre compte laisser le local de l'IICA au cours du mois de décembre 2004, sitôt que les travaux de rénovation de son bureau seront terminés. La présence du Ministre de l'Agriculture au Bureau de l'IICA a renforcé l'image de ce Bureau et a permis des rencontres formelles et informelles avec la plupart des visiteurs qui ont rencontré le Ministre au cours de l'année 2004.

Le Bureau a changé de fournisseur de service Internet et dispose actuellement d'un système d'accès par satellite. Le nouveau système est plus rapide et plus fiable que l'ancien. L'unique désavantage est qu'il devient moins performant, lorsque le ciel est nuageux.

AUTRES ACTIVITÉS

Le Bureau entreprend de concert avec ORE, Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement, une opération de production en pépinière et de distribution de 4,000 avocats greffés dans la région de Déron-Beaumont dans le département de la Grande Anse, au bénéfice d'un millier d'agriculteurs. L'objectif principal d'une telle intervention est l'intensification de la production de deux variétés d'avocats hors saison, Choquette et Lula, qui ont déjà fait leurs preuves dans le milieu. Cette opération générera à terme des revenus intéressants pour les agriculteurs et contribuera non seulement à réduire la dégradation écologique dans le Département de la Grande Anse mais aussi à générer des devises pour l'ensemble du pays, dans la mesure où les fruits seront exportés vers les marchés extérieurs. En effet, la disponibilité d'avocats de bonne qualité de janvier à mars (2 mois après la saison traditionnelle de production) permettra aux producteurs d'obtenir des prix avantageux.

Pour une relance des activités économiques dans les zones rurales touchées par les inondations occasionnées par le passage du cyclone Jeanne, plusieurs institutions intervenant dans le domaine agricole ont jugé bon de coordonner leurs interventions en vue d'accroître leur efficacité. C'est ainsi que plusieurs réunions de partage d'informations sur l'évaluation des dégâts enregistrés, ont été organisées par le Ministère de l'Agriculture. En accord avec le MARNDR, la décision a été prise de concentrer les interventions dans un premier temps sur les campagnes agricoles à venir. La campagne la plus proche étant celle novembre-décembre 2004 pour la plantation de haricot notamment, il a été établi que les premières

urgences concerneraient les semences, le nettoyage des parcelles encombrées par des alluvions, et la réhabilitation des canaux d'irrigation.

A la faveur d'une «Action de Conjoncture» d'un budget de \$US 25,000 approuvée par le Siège Central, le Bureau de l'IICA en Haïti a choisi d'axer son intervention sur la distribution d'outils et de semences. Plus de 4.5 tonnes-métriques de semences de haricot (dont 2.5 provenant de la FAO), 2 TM de semences maïs, 2 TM de semences de sorgho ainsi que près de 30 kilos de semences d'aubergine ont été distribuées dans deux zones affectées: Desbarrières et Ennery. De même, 855 unités d'outils agricoles (pelles, houes, pioches etc) ont été mises à la disposition des zones précitées.



Signature convention avec l'Union Européenne

Les zones de Desbarrières et d'Ennery ont été choisies parce que le Bureau y exerce une présence depuis plus d'une douzaine d'années grâce à l'encadrement fourni à des groupements de femmes, particulièrement en crédit (KrediFanm) et des groupements d'agriculteurs. Les bénéficiaires directs des interventions du Bureau sont prioritairement les membres des groupements appuyés l'IICA; soit au total 218 bénéficiaires dont 63% sont des femmes. Toutefois, compte tenu du fait que le cataclysme affecte pratiquement toute la communauté, un stock d'outils est réservé pour prêt aux autres producteurs qui en font la demande. De même une certaine quantité de semences est toujours réservée à d'autres personnes extérieures aux groupements de l'IICA.

COOPÉRATION INTER-AGENCE

La coopération inter-agence réfère aux activités réalisées en concertation avec d'autres organisations internationales et régionales.

La Communauté Internationale en général a signalé à de multiples occasions la nécessité pour Haïti d'éviter de répéter les erreurs du passé dans le domaine de l'aide au développement du pays. En ce sens il est urgent de développer des mécanismes permettant une coor-

dination entre les différentes agences. L'Organisation des Nations Unies travaille dans ce but et a renforcé la coordination entre toutes ses agences spécialisées, sous l'égide du PNUD et sans aucun doute, son rôle en Haïti au cours des dernières crises a été déterminant.



En ce qui concerne les agences du Système Interaméricain, le Bureau s'est réuni avec la Représentation de l'OEA en Haïti et il a été entendu que serait établi un calendrier de réunions entre toutes les agences du Système dans l'idée de travailler ensemble et de préparer un plan de travail commun.

Le Bureau de l'IICA et la Représentation de la FAO en Haïti ont préparé un protocole d'accord de coopération qu'ils espèrent signer au début de l'année 2005. Cet accord représentera un pas important vers la coopération et la coordination des actions de

développement agricole de ces deux institutions en Haïti.

Le Bureau de l'IICA en Haïti est également en conversation avec la Représentation du Programme Alimentaire Mondial (PAM) relativement à la possibilité d'exécuter un projet pilote de production d'aliments au niveau de communautés rurales en Haïti. Dans ce but, ce Bureau est en cours de préparation de quatre projets pilotes et dont l'exécution est prévue pour 2005.

Le Bureau de l'IICA en Haïti a également initié des conversations avec la Représentante en Haïti de l'OPS/OMS, en particulier sur le thème des zoonoses, les maladies animales susceptibles de se transmettre à l'homme. La possibilité de signer un accord entre l'IICA et l'OPS/OMS couvrant ce thème et d'autres est réelle.

En ce qui concerne la BID, le Bureau de l'IICA en Haïti attend la publication des termes de référence pour un appel d'offres relatif à l'assistance technique dans le cadre du Projet d'Intensification de l'Agriculture (PIA). Ce projet dispose d'un financement de 46 millions de dollars US et sera exécuté dans le département de l'Artibonite. L'IICA compte participer à cet appel d'offres et devra disposer de ressources humaines, ainsi que d'un appui financier adéquats. Le Bureau dispose également de très bonnes relations avec la Banque Mondiale qui a récemment réouvert son bureau en Haïti après l'avoir maintenu fermé pendant plusieurs années.

Finalement, dans le cadre du suivi de l'Aide Internationale dans le pays, 19 tables sectorielles ont été créées. La FAO, la BID et l'IICA sont chargées conjointement de cordonner le forum sectoriel sur la Sécurité Alimentaire, les Ressources Naturelles et le Développement Rural en qualité de d'institutions « Point Focal » de cet important forum, présidé par le Ministère de l'Agriculture et auquel participent des institutions du secteur de la coopération technique, du secteur privé national et de la société civile haïtienne.

SUPPORT FOURNI AU DÉVELOPPEMENT DE PLANS ET DE STRATÉGIES NATIONALES

L'appui en question correspond fondamentalement à la mise en œuvre du plan agro 2003-2015.

Comme rappelé précédemment, l'année 2004 a vu l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle administration. Le nouveau Ministre de l'Agriculture a entrepris une restructuration du Ministère, regroupant les différentes directions et services en cinq pôles. Le système de coopération externe au niveau du Ministère a été reconstitué. Dans ce cadre, un nouveau Délégué ministériel a été nommé par le Ministre de l'Agriculture. Plusieurs sessions de travail ont déjà eu lieu entre le Représentant de l'IICA en Haïti et le nouveau Délégué Ministériel et ce Bureau est confiant que le nouveau Délégué a une claire vision de la mission de l'IICA en Haïti, de l'Agenda National, du Plan d'Action 2003 - 2015 ainsi que des différentes activités de l'IICA en Haïti. Une évaluation de l'Agenda national a commencé avec le nouveau Délégué afin de s'assurer que l'Agenda National demeure en conformité avec les priorités de la nouvelle administration.

Le Bureau a également poursuivi ses contacts avec le Ministère des Affaires Étrangères de la République d'Haïti afin d'obtenir la désignation d'un nouveau Délégué Ministériel. La mission de ce nouveau délégué sera notamment de préparer la participation d'Haïti au prochain Sommet des Amériques.

L'IICA en Haïti a également poursuivi des discussions avec le Délégué Ministériel du secteur Agricole afin de poursuivre un suivi continu au niveau national en vue de réaliser les objectifs du Plan d'Action Agro 2015, approuvé par Haïti, ainsi que tous les autres pays de l'Amérique membres de l'institut.

RÉSULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS

Le Bureau a préparé une étude de conjoncture et mis à profit des TIN générés au niveau de ce Bureau afin de réaliser différentes études et documents de projets qui ont été soumis à différentes agences de financement.

- En mars 2004, le Bureau a préparé un programme d'intervention d'urgence en appui au secteur agricole. Ce programme a été conçu dans l'objectif de revigorer le secteur, mis à mal par les derniers événements politiques vécus le mois précédent
- En juillet 2004, le Bureau a préparé un projet de création d'emplois et de renforcement des capacités dans le milieu rural dans la zone de Petit-Goave, plus particulièrement dans la localité de Barettes
- En octobre 2004 un projet de réhabilitation des exploitations agricoles de la zone des Gonaïves a été soumis à l'USAID
- En novembre 2004, le Bureau a remanié le projet préparé en juillet pour le soumettre à l'Union Européenne aux fins de financement
- En décembre 2004, le Bureau a préparé quatre (4) expériences-pilotes qu'il a présentées au Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Ces différents documents de projets et études ont été préparés soit par le staff national du Bureau ou des consultants nationaux. L'approbation d'une partie ou de tous ces projets renforcera les capacités du Bureau à mieux appuyer l'agriculture haïtienne.

OPPORTUNITÉS FUTURES DE COOPÉRATION

Depuis le mois de mars 2004, le Bureau de l'IICA en Haïti occupe un nouveau local au sein de la zone résidentielle de Pétiyon Ville. Ce nouveau local offre des disponibilités d'espace, de facilités ainsi que la sécurité nécessaire pour le bon développement des activités propres du Bureau. La présence du Ministre de l'Agriculture et de son secrétariat au sein de ce nouveau bureau a augmenté la visibilité de l'Institut ainsi que les opportunités de position-

nement. Un avantage immédiat a été la possibilité pour le Bureau de travailler sans interruption même pendant les époques de troubles, malheureusement fréquentes au cours de cette année.

La reprise de l'aide directe au Gouvernement Haïtien a permis au Bureau de l'IICA de préparer et de soumettre différents documents de projets aux principales agences de financement comme la BID, la Banque Mondiale, l'Union Européenne, l'USAID et l'ACDI. L'approbation de ces projets aidera le Bureau à mettre en place des activités soit directement, soit en coopération avec le secteur public ou le secteur privé.

Les contacts entre ce Bureau et les Ambassades des pays latino-américains, notamment le Brésil, le Mexique, le Chili, l'Argentine, l'Équateur et la République Dominicaine, avec l'accord du Ministre de l'Agriculture, ont permis l'identification des domaines de coopération technique entre Haïti et ces différents pays. Une fois ces domaines de coopération identifiés, le Bureau de l'IICA en Haïti a pris contact avec les Bureaux de l'IICA au sein des pays concernés afin d'étudier avec eux des mécanismes permettant à ces différents Bureaux de participer à l'exécution de ces programmes de coopération entre ces différents pays et Haïti. Cette coopération entre Bureaux semble très prometteuse.

Le Bureau de l'IICA en Haïti a également identifié plusieurs thèmes et opportunités de coopération entre l'Institut et le secteur public et privé. On peut mentionner notamment :

- a) Le renforcement de la Direction de Coopération Externe, Suivi et Évaluation du Ministère de l'Agriculture. Une requête formelle du Ministre a déjà été présentée à ce Bureau et ce Bureau estime que le Docteur Dowlat Budhram serait le spécialiste indiqué pour cette mission.
- b) Le Ministre a également exprimé son désir de réaliser un diagnostic du Système National de Recherche Agricole. Ce Bureau estime que les spécialistes du secteur Innovation Technologique pourraient fournir cette assistance à Haïti.
- c) Tant le secteur public que le secteur privé Haïtiens manifestent un intérêt soutenu pour l'Agriculture Organique. Une première mission du spécialiste régional de l'IICA dans le domaine, dans le but de préparer un document de stratégie pour le développement de l'agriculture organique a eu lieu en 2004 et ce Bureau anticipe d'autres activités dans ce domaine.
- d) Les Ministères de l'Agriculture et du Commerce, de même que le secteur privé sont tous intéressés à la réalisation d'une étude afin de déterminer les problèmes qui affectent les principales cultures d'exportation d'Haïti. Ce Bureau estime que Monsieur Danilo Herrera serait le spécialiste approprié pour cette assistance.

- e) La coopération de ce Bureau à la préparation de projets pour le développement de la zone frontalière entre Haïti et la République Dominicaine, ainsi que le renforcement de l'institution transfrontalière de défense de l'environnement. Les grands axes de coopération seront définis après une rencontre entre les deux ministres de l'Agriculture, mais ce Bureau estime que Monsieur Bayron Miranda pourrait fournir une telle assistance, surtout qu'il a conduit des travaux similaires en Amérique Centrale.